

Monsieur le Président,  
Chers Collègues,

Vous avez, Monsieur le Président, abordé lors de vos propos préliminaires, hier matin, évoqué le contexte national particulièrement difficile, qui justifie la prudence de la gestion de notre collectivité et donc le budget que vous soumettez à notre vote aujourd'hui. Certes, le contexte est difficile, personne ne contestera et on peut comprendre une telle prudence.

Cependant, il faut avoir le courage de dire que si la crise est bien réelle et loin d'être derrière nous, comme on a bien voulu nous le faire croire en haut lieu, il y a encore pas si longtemps, ses effets ont été largement amplifiés par les choix politiques nationaux.

En effet, les mesures prises par le gouvernement et je ne citerai que le bouclier fiscal, ont privé l'Etat de recettes colossales. La pseudo révision des niches fiscales n'empêche toujours pas les plus fortunés de notre pays de bénéficier d'un taux d'imposition moins élevé que celui de la plupart de nos concitoyens, notamment des classes moyennes (35% # 49 pour les catégories moyennes, pourtant déjà les 1ères victimes des taxes supplémentaires).

Même si, avant les présidentielles, Monsieur Sarkozy tente au dernier moment de colmater des brèches (voire de faire quelques cadeaux), cela ne peut tromper personne.

Avec ces cadeaux fiscaux, les recettes, dont l'Etat a décidé de se passer sont des recettes dont nous sommes, nous, collectivités territoriales aussi privées. Alors bien sûr, vous parlez, à juste titre d'incertitudes. Bien sûr, une fois encore, notre budget est marqué par les incertitudes, notamment à cause des DMTO, même si le rapporteur a rappelé une hausse, celle-ci ne peut être pérenne.

Mais il faut aussi dénoncer le gel des dotations : on pourrait croire que gel équivaut à une stabilité. Non ! Bien sûr, tout le monde sait bien ici qu'en fait nos dotations sont en baisse, compte tenu de l'inflation.

Les départements ne sont pas épargnés par cette baisse, qui fait d'autant plus mal que les augmentations de dépenses sociales (6%) pour le RSA étaient prévisibles, compte tenu de la situation de l'emploi, avec une augmentation régulière du nombre des demandeurs d'emploi.

Par ailleurs, cette situation ne va pas s'améliorer si nous baissions ou lissons trop longtemps le montant de nos investissements et de nos aides aux communes et intercommunalités, alors que ce sont elles qui soutiennent l'emploi, au travers des travaux qu'elles engagent. Les entreprises de BTP, les petits artisans, les PME sont inquiètes, elles n'ont plus de visibilité, pas seulement à long terme, mais aussi à moyen terme.

Ce budget, Monsieur le Président, laisse malheureusement peu d'espoir. Nos marges de manœuvre s'amenuisent vient de rappeler Hubert.

Bien que vous disiez, Monsieur le Président, que nous sommes moins mal lotis que les autres, ce budget ne fait pas rêver. C'est bien dommage en ces temps-ci.

Mariane DOREMUS